

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

1^{er} mai - 18 mai 1970

LE NUMERO :

8^{me} ANNEE — N° 80

0,50 F - 5 F. B.

DÉMOCRATIE ET LOIS D'EXCEPTION

Où est le fascisme ?

Depuis les événements de Nanterre, l'attitude hostile du P.C.F. à l'égard des « gauchistes » s'est transformée en appel ouvert à la répression. Au Sénat, Duclos a interpellé Marcellin sur les mesures qu'il entendait prendre pour mettre à la raison les groupes fascistes « de droite et de gauche ». Des tracts encore plus explicites dénoncent l'attitude du gouvernement qui « au lieu de dissoudre les groupes gauchistes » aggrave la juridiction contre la classe ouvrière.

Le grief du P. C. F. contre les gauchistes repose sur un seul critère : leur usage de la violence. Or la violence règne aujourd'hui uniformément : dans la répression exercée par l'Etat, dans l'acceptation passive d'une population anxieuse de voir l' « ordre maintenu », dans l'encouragement tacite et dé-

sormais explicite que lui donnent les grandes organisations ouvrières, dans l'expropriation forcée de pseudo « révolutionnaires » qui théâtrisent la possibilité d'une révolution immédiate. Si le fascisme ne se caractérisait que par la violence, il existerait donc de toute part, aussi bien du côté de l'Etat que de ses adversaires. Le fascisme est évidemment plus que cela. Pour notre part, nous le considérons comme une acquisition définitive de la société bourgeoise et, à ce titre, plus ou moins présent dans toutes les situations et à tous les niveaux de la vie publique. Nous disons qu'il a pour cause fondamentale l'effacement actuel du prolétariat révolutionnaire et pour artisans les plus efficaces, sinon les plus visibles, les partis qui trahissent ce prolétariat.

Seule en effet la classe ouvrière est capable de briser le cours irréversible du capitalisme décadent. Mais le prolétariat a précisément été battu au début du siècle, lorsque la seule alternative possible était la victoire révolutionnaire du socialisme ou l'affirmation des caractères barbares du capitalisme impérialiste dont la première guerre mondiale avait donné un échantillon éloquent. Partout où la révolution est alors devenue une menace réelle, la violence organisée et massive de la réaction bourgeoise a pris le nom de *fascisme*.

Le fascisme a le même contenu social d'oppression et d'exploitation que la démocratie bourgeoise ; il n'est que sa *tenue de guerre* dans une phase historique qui ne peut aboutir qu'à la dictature du prolétariat ou au renforcement de la dictature du capital. La meilleure preuve que démocratie et fascisme sont les deux faces de la même médaille c'est que, non seulement la première sait fort bien utiliser le cas échéant les armes du second, mais encore que le fascisme n'est pas moins apte à se servir des armes pacifiques et réformistes de la démocratie.

Cette identité de substance mise en évidence, il reste que le fascisme a constitué une *anticipation* remarquable de l'évolution normale du capitalisme, en même temps qu'un phénomène politique et social spécifique écloso dans une situation de crise et de menace révolutionnaire pour la société bourgeoise. Il se présente donc sous un double visage, l'un *permanent*, l'autre *accidentel*. Planification et étatisme, restriction de la démocratie formelle et déclin du parlementarisme, contrôle de la force de travail et intégration du syndicat à l'Etat, tels sont les aspects économiques, sociaux et politiques du fascisme qui n'ont cessé de se développer dans la société capitaliste, indépendamment des contingences de situation. Manifestation dans la psychologie collective du racisme et d'un nationalisme virulent, réflexes sanguinaires de conser-

vation sociale, mythes du « Peuple » ou de la « race », et finalement organisation de groupes armés anti-prolétariens venant relayer les forces répressives « normales » de l'Etat, tels sont les caractères du fascisme qui sont soumis au jeu des circonstances et de la lutte des classes.

Paradoxe de l'histoire moderne, c'est à la guerre « antifasciste » de 1939-45 qu'elle a confié le soin « d'intégrer » tout l'acquis économique et social du fascisme, tout en mettant provisoirement une sourdine à ses traits politiques et idéologiques.

La contradiction s'explique aisément par le rapport social des forces à la veille, durant et après la seconde guerre mondiale. La crise économique écartée, la révolution battue pour des décennies, l'Etat bourgeois était capable d'assurer tout seul la violence répressive dans

ses limites constitutionnelles normales : il était d'autant plus nécessaire de laisser la violence « extraordinaire » du fascisme au vestiaire que c'était soi-disant pour la combattre qu'on avait sacrifié quarante millions d'être humains.

L'intervention grandissante de l'Etat dans l'économie ne cessait pas pour autant ; la primauté de l'Exécutif sur le Législatif s'affirmait toujours davantage ; la planification et l'arbitrage obligatoire des conflits sociaux étaient passés dans les mœurs. Toute cette évolution confirme la thèse marxiste de l'impérialisme comme stade ultime du capitalisme, centralisé et *totalitaire*. Malgré la défaite des Etats fascistes, en dépit du monceau de morts immolés pour la « liberté », sur les cadavres encore chauds des fu-

(Suite page 4)

CARNET MONDAIN :

Réception à l'Elysée

Nœud papillon au cou et épouse en manteau de fourrure au bras, M. Ballanger, grande gueule parlementaire du P. C. F., s'est rendu au dîner offert par Pompidou en l'honneur du Parlement. Quelques jours plus tôt, c'est au Premier ministre que ces messieurs les élus « communistes » rendaient visite : ils venaient lui demander protection, car on leur avait abimé leur musée Lénine ! Toujours affable, le Premier ministre leur a aussitôt proposé ses services : une certaine loi « anti-casseurs » allait très prochainement être soumise au vote du Parlement, messieurs les élus « communistes » n'avaient qu'à la voter puisqu'elle pouvait aussi servir à protéger les musées. Mais nos élus... communistes savent se tenir dans le monde, ils n'ont pas voulu être en reste d'amabilité : surtout, ne vous dérangez pas pour nous, ont-ils répondu en substance, les lois existantes nous suffisent bien. Ah les braves gens, respectueux de la loi, du gouvernement, de l'Etat et de sa police ! De bien bons gardiens de musée !

Et de bons parlementaires, respectueux de la tradition, comme l'a déclaré Ballanger pour justifier son dîner fin à l'Elysée qui a dû bloquer la digestion de pas mal de prolétaires ! Mais écoutons les explications de ces messieurs les élus... « communistes » : « L'Assemblée nationale a un bureau élu à la représentation proportionnelle, dont trois secrétaires sont communistes » (qu'ils disent, NdR)... L'appartenance à ces organismes comporte un certain nombre d'obligations et la participation à certaines cérémonies officielles. La réception du Président de la République est une de celles-là. La participation des communistes n'a donc pas une signification politique particulière, si ce n'est l'affirmation que nous voulons assumer très normalement au Parlement toutes nos fonctions, mais ce n'est pas une chose nouvelle » (Ballanger ; c'est nous qui soulignons).

Cela n'est pas nouveau, en effet. Il y a bien longtemps que le P. C. est le premier parti électoral de France et que les députés

« communistes » assument toutes les fonctions de l'honorable parlementaire moyen dont la moindre n'est pas, en dehors des séances de bla-bla-bla dans l'hémicycle, de faire le pitre dans les diverses réceptions officielles.

**

Dès le II^e Congrès de l'Internationale, en 1920, notre courant a toujours été résolument hostile à la participation des communistes à la foire électorale : détournant de précieuses énergies de la préparation révolutionnaire, la seule tâche qui intéresse des communistes dignes de ce nom, elle ne pouvait que renforcer les illusions démocratiques tellement enracinées dans les masses ouvrières d'occident qu'elles y constituent toujours le premier obstacle à leur émancipation du régime capitaliste. L'attitude servile des élus du P. C. F. suffirait à elle seule à montrer le bien-fondé de notre position.

Toutefois, la direction de l'Internationale communiste, dont Lénine, n'adopta pas nos positions en ce domaine et préconisa la

(Suite page 3)

Pourquoi la Russie n'est pas socialiste

VI. - Socialisme et petite production

Comme nous l'avons vu dans notre dernier article, la « voie du socialisme » en Russie, pour Lénine et pour les bolcheviks, passait, de façon apparemment paradoxale, par le capitalisme d'Etat. Depuis longtemps, un certain extrémisme s'est emparé de cette formule pour conclure que le socialisme, selon Lénine, se réduisait au capitalisme d'Etat et que cette conception avait frayé la voie au stalinisme. La réfutation de cette thèse exige quelques précisions indispensables sur l'évolution de l'économie russe depuis la révolution d'Octobre dont nous nous efforcerons, à partir du présent article, de dégager les traits essentiels.

Il nous faut d'abord indiquer ce que signifie, dans ce domaine précis, le phénomène politique que nous avons désigné sous le terme de « contre-révolution stalinienne » et qui présente des difficultés et contradictions que nous ne nous dissimulons pas. Lorsque, par exemple, nous

affirmons d'une part que, sans le secours de la révolution internationale, l'économie russe ne pouvait prétendre qu'à un développement *capitaliste* et que, par ailleurs, nous disons que ce capitalisme est l'œuvre du stalinisme, une remarque épineuse nous attend : en quoi la politique économique de Lénine différait-elle de celle de Staline et de quel droit peut-on parler d'une *contre-révolution* lorsqu'elle poursuit l'œuvre des forces politiques qu'elle a abattues ?

En fait, nous avons déjà répondu à cette objection : l'économie russe libérée du tsarisme tendait au capitalisme en vertu d'une nécessité inéluctable et ce n'est pas sur ce terrain-là que les bolche-

viks entendaient affronter le capital, mais bien sur le plan international et dans les pays où ses rapports de production pouvaient être immédiatement détruits par une révolution victorieuse. Reste pourtant à préciser ce que représente la contre-révolution stalinienne comme orientation imprimée à tout le développement historique de la société russe moderne : il s'agit non seulement d'un point final mis à toute perspective d'un socialisme même lointain, mais encore, d'une voie d'expansion capitaliste qui est loin d'être la plus radicale et la plus impulsive.

Qu'il soit bien entendu d'abord que toute contre-révolution est *politique*, c'est-à-dire se traduit par un changement de classe au pouvoir et non par un arrêt du développement des forces productives, ce qui signifierait une rétrogradation de civilisation dont l'histoire moderne n'offre aucun exemple. Ainsi, la Restauration de 1815 a ramené l'aristocratie au pouvoir dans les pays d'Europe d'où la révolution de 1789 l'avait chassée, mais elle n'a pas stoppé l'extension du capitalisme consécutive à cette ré-

volution. En d'autres termes, elle a transformé les nobles en banquiers ou propriétaires fonciers, mais non ramenés les bourgeois à l'état de serfs !

De même, le stalinisme, tout en sabordant la révolution internationale, n'est pas revenu sur le résultat obtenu par la chute du tsarisme : la généralisation de la production marchande, le développement de l'économie capitaliste. Il est vrai aussi que cette contre-révolution n'a pas redonné le pouvoir aux classes déchues, — et c'est la dernière, mais non la moindre, des objections auxquelles nous aurons à répondre. Nous le ferons pour l'instant en nous bornant à cette remarque : la crise du colonialisme de ces vingt dernières années a confirmé que, dans toute révolution survenant dans des pays arriérés ou semi-féodaux et lorsque le prolétariat mondial est hors de combat, c'est le capitalisme qui sort de cette révolution (même en l'absence d'une classe « physique » de bourgeois) lorsque l'Etat, en tant qu'agent économique, instaure ou maintient des *rapports capitalistes de production*.

(Suite page 2)

PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS : le Samedi 9 mai, de 15 à 19 heures ; le Dimanche 17 mai, de 10 à 12 heures, au siège du " prolétaire ", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), Paris (5^e), Métro Gobelins.
- A MARSEILLE : le Samedi 9 mai, de 15 à 19 heures, au siège du " prolétaire ", 7, cours d'Estienne-d'Orves.

Dans le panier aux crabes du gauchisme

Nous devons avouer ne guère nous y reconnaître dans le débat qui oppose "Rouge" à "Lutte Ouvrière", en dépit des pages entières qu'y consacrent les deux journaux gauchistes. Si nous nous y arrêtons pourtant, c'est d'abord à titre de preuve : le renforcement numérique n'implique pas nécessairement la fin de la confusion et de l'impuissance ; c'est ensuite parce qu'à défaut de deviner ce qui divise ces gauchistes, nous savons fort bien ce qui les unit.

"Lutte Ouvrière" et "Rouge" se réclament d'un « acquis commun », mais apparemment ils diffèrent sérieusement quant au contenu qu'ils donnent respectivement à ce patrimoine. Si nous nous en tenions à l'idée la plus banale, nous dirions qu'il s'agit, purement et simplement, d'une triviale rivalité d'influence. "Lutte Ouvrière" refuse d'accepter le bureau actuel de la IV^e Internationale, qu'elle ne reconnaît « ni politiquement, ni organisationnellement valable », alors que "Rouge" y voit la cellule centrale d'une unification éventuelle des deux courants. "Rouge", ferme sur le principe du « centralisme démocratique » comme type d'organisation, semble miser sur les voix qu'il lui procurerait : en somme, la démocratie du nombre. "Lutte Ouvrière", qui préconise un journal commun où seraient développés tous les points de vue, se fie à une autre démocratie : celle des idées.

Nous passerons outre à ces spéculations : ce qui nous intéresse c'est leur *toile de fond*, que l'essor gauchiste après mai-juin a reléguée à l'arrière-plan grâce à une bonne dose de démagogie mais sans la modifier. "Rouge" et "Lutte Ouvrière" se rattachent au mouvement qui, héritier malencontreux du nom de Trotsky, n'a survécu, après avoir mené contre le stalinisme un combat héroïque mais désespéré, qu'en se berçant artificiellement

d'une perspective que l'histoire a infirmée : de la seconde guerre mondiale appelée à mobiliser contre l'U.R.S.S. tous les pays capitalistes, devait surgir, en Russie comme hors de ses frontières, le redressement général du mouvement communiste international.

Cette vision comportait deux erreurs fondamentales dont les trotskystes ne se sont jamais dépêtrés : l'une concernait l'importance de la Russie comme ferment de socialisme dans le monde, l'autre le cours général de la lutte des classes à l'échelle historique. Elles furent d'autant plus ressenties par les trotskystes au lendemain de la guerre que le renforcement numérique qu'ils escomptaient ne se produisit pas et que la IV^e Internationale en périt pratiquement.

Sans entrer ici dans un historique fort compliqué, nous soulignerons que c'est toujours le même mal qui ronge le trotskysme. La question de la *nature sociale de la Russie stalinienne et post-stalinienne*, si elle a provoqué scissions et tournants plus qu'aventureux dans le mouvement trotskyste, n'y a toujours pas trouvé de réponse nette. Par contre la fuite devant cette interrogation a complètement érodé les bases de principe du trotskysme. Pour certains de ses courants, elle a abouti aux concepts de l'autogestion, d'inspiration proudhonienne et syndicaliste ; elle en a conduit d'autres (et quelque-

fois les mêmes) à considérer la Yougoslavie, Cuba ou l'Algérie indépendante, comme des Etats ouvriers (plus ou moins « bureaucratés », il est vrai), ce qui constitue un comble pour un mouvement qui a versé son sang dans la lutte contre le « socialisme en un seul pays » !

Les deux groupements qui publient "Rouge" et "Lutte Ouvrière" s'estiment aujourd'hui dispensés, par leur relative importance numérique, de rouvrir publiquement le vieux débat. Ils l'escamotent grâce à l'adjectif comode — « bureaucraté » — qu'ils accolent au régime russe et à celui des démocraties populaires ; ce qui n'explique rien. Pour avancer la moindre opinion sur la Palestine, le Viet-nam, l'Amérique du Sud, sur tous les conflits qui naissent à la périphérie de l'impérialisme, il faut savoir si l'U.R.S.S. fait ou non partie de ce dernier. Pour s'y retrouver dans l'affaire Tchécoslovaque, il faut déceler les causes de la rupture entre Prague et Moscou et donc se prononcer sur la nature des rapports de production des pays de l'Est que tous les trotskystes — par commission ou omission — admettent comme encore socialistes. Pour combattre l'opportunisme du P.C.F. enfin, il faut également déterminer la fonction exacte, le rôle qui lui est échu au terme d'une évolution qui, encore et toujours, plonge ses racines dans le mythe du socialisme russe.

"Rouge" se pique d'orthodoxie marxiste en prenant ses distances à l'égard des paysans et commerçants, mais devient tiersmondiste sur les questions du Proche et du lointain Orient. "Lutte Ouvrière" donne des analyses dans l'ensemble correctes des

mouvements révolutionnaires bourgeois de Palestine ou du Vietnam, mais flirte avec les classes moyennes en politique intérieure, dans le style social-démocrate du P.S.U.

Cette confusion confirme ce que nous disions déjà aux trotskystes de la grande époque, voire à Trotsky lui-même : le seul point d'appui solide du mouvement communiste, quelles que soient les modifications du rapport des forces, c'est son *programme historique* qui, pour cette raison, ne doit jamais être remis en cause. Le conserver à tout prix c'est s'exposer inévitablement, en phase de contre-révolution, à perdre toute audience auprès des masses. C'est ce qui advint à notre parti. Du moins ne s'est-il pas borné à cultiver la *phrase* de la révolution, mais a-t-il défini les conditions politiques et organisationnelles d'une fidélité réelle. Que valent les principes d'Octobre, formellement affichés par les trotskystes, lorsque, pratiquement, ils s'accrochent de l'intrusion physique et morale de conceptions qui les contredisent ?

La seule ligne de conduite qui peut garantir le parti contre de telles intrusions ne peut résulter que d'une *expérience historique*. Or tirer les leçons de l'expérience, en matière de lutte sociale, c'est éliminer tout ce qui est *erreur* ou *fausse route*. Les gauchistes de "Rouge" et de "Lutte Ouvrière" revendiquent, comme patrimoine commun, « l'acquis du trotskysme ». Or, sur le plan programmatique, le seul qui compte, cet acquis *n'existe pas*. Le trotskysme a un passé de lutte qui force le respect, mais il n'a pas d'autre *armement* programmatique que celui que lui a laissé la Troi-

sième Internationale *dans ses plus mauvais jours* : le « programme de transition » substitué à celui du socialisme, le « gouvernement ouvrier » prenant la place de la dictature du prolétariat, le « front unique » qui a transformé les partis communistes en partis social-démocrates.

Toute erreur politique traduit un rapport de force auquel on a dû céder : la III^e Internationale, devant les lenteurs de la révolution européenne *céda* à la suggestion de la facilité ; elle est-tompa ses formules pour les rendre populaires ; elle accueillit en son sein de faux communistes, pensant ainsi accroître ses propres forces ; elle misa sur l'habileté de ses chefs pour duper les chefs ouvriers vendus à la bourgeoisie. Elle perdit la bataille sur toute la ligne et c'est la théorisation de ces *fautes* qui constitue tout « l'acquis » du trotskysme. Aussi de cet « acquis », séparé des conditions de l'époque, où de véritables forces sociales étaient en lutte, privé des raisons qui pouvaient le justifier, ne reste-t-il que ce qui était déjà *hasardeux* il y a cinquante ans. Le *noyautage* et la *manœuvre*, lorsqu'ils sont transplantés dans une situation où la politique de classe se débat à l'échelle de minorités, n'ont plus que leur revers sordide : la misérable querelle pour déterminer qui dirigera les troupes fort maigres qu'une lente maturation de la crise autorise aux révolutions d'aujourd'hui.

Plus fortement encore qu'hier nous lui opposons notre formule : le programme du prolétariat est le résultat de luttes historiques, il ne se vote pas, il n'est pas l'objet de lutte d'idées ; *il ne se discute pas !*

VI. - Socialisme et petite production

(Suite de la 1^{re} page)

La notion de ce rôle déterminant de « charnière » que joue l'Etat entre deux modes successifs de production est indispensable pour comprendre aussi bien la fonction que Lénine lui assignait dans la révolution d'Octobre que pour percer à jour celle que, sous Staline, il a effectivement remplie. L'Etat, dans la conception marxiste, est un instrument de contrainte au service de la classe dominante et qui garantit un ordre social correspondant à un mode de production déterminé. Cette définition est rigoureusement valable pour l'Etat prolétarien sauf, bien entendu que, d'une part, il exprime la domination des classes exploitées sur les classes exploiteuses et non l'inverse, et que, d'autre part, il est voué à *dépérir* avec la disparition des rapports de production qu'il a pour objectif d'abolir. En ce dernier domaine, l'Etat prolétarien, comme tous les autres, n'a que deux moyens d'intervention : *autoriser* ou *interdire*.

On a vu que la révolution russe, en raison de son caractère double, anti-féodal et anti-capitaliste, pouvait bien « sauter » l'étape politique correspondant à sa première face, mais non pas se dérober à la réalisation de son contenu économique : elle détruisait et rendait impossible toute domination de classe fondée sur l'accumulation de capital, mais ne pouvait survivre sans tolérer, voire encourager, cette accumulation. Son caractère prolétarien dépendait donc bien davantage d'une potentialité que d'une réalité : son socialisme était plus à l'état d'intention que de possibilité matérielle.

Dans ces conditions, et à partir du moment où la défaite de la révolution communiste européenne est indiscutable, sur quelle donnée est-il possible de se fonder pour déterminer le « seul » à partir duquel l'Etat cesse d'avoir tout rapport avec la fonction révolutionnaire du

prolétariat ? Ce seul, sur le plan politique, est facile à définir : il a été franchi lorsque le stalinisme a renoncé ouvertement à la révolution internationale, condition du futur socialisme russe. Mais sur le plan économique et social, le seul critère solide est celui qui découle de la fonction de l'Etat telle qu'elle a été donnée plus haut : l'Etat soviétique a cessé d'être prolétarien lorsqu'il s'est privé de tout moyen d'*interdire* les formes économiques et sociales transitoires qu'il avait été forcé d'*autoriser*.

Si, sur le plan juridique, cette impuissance ne se manifeste officiellement qu'avec la Constitution de 1936 — qui, en établissant l'égalité démocratique entre ouvriers et paysans, consacre l'écrasement du prolétariat sous l'immense paysannerie russe, — sur le plan économique et social, c'est dans le grand tournant opéré dans le domaine des structures agraires qu'elle se vérifie en premier lieu. La propagande stalinienne, épaulée par toute l'*intelligence* internationale, prétend que la « collectivisation » et la « dékoulakisation » des années 1930 ont réalisé la *seconde* des deux révolutions russes, la révolution communiste contenue dans celle d'Octobre 1917. Cette fanfaronnade — qui n'est possible que par une dénaturaison totale de tout critère marxiste — s'écroule devant la constatation suivante : l'organisation de la production agricole, que la Russie moderne traîne comme un boulet aux pieds, non seulement n'a pas atteint le niveau *socialiste*, mais encore elle pétine à un bon étage au-dessous de toutes les agricultures des pays *capitalistes* développés. Il suffirait, pour l'illustrer, d'évoquer la carence endémique de produits alimentaires en Russie et la nécessité qui s'impose encore aujourd'hui d'importer du blé dans un pays qui fut l'un des premiers producteurs du monde de cette céréale.

Contre l'opinion « extrémiste »

très répandue selon laquelle l'échec du socialisme en Russie est dû à l'implantation d'un monstrueux capitalisme d'Etat, il faut souligner ici la forme de production devant laquelle, en définitive, a capitulé le pouvoir prolétarien dans ce pays. Il suffit de se référer à Lénine, de constater quel « ennemi n° 1 du socialisme » il désignait sans cesse dans ses discours et écrits et de constater combien cet ennemi *a tenu bon* devant toutes les réformes et transformations survenues en U.R.S.S. Dans le texte que nous avons déjà cité, l'auteur de « Sur l'impôt en nature » énumère les cinq formes de l'économie russe :

1° *L'économie naturelle* (c'est-à-dire la production familiale presque exclusivement consommée par ses propres producteurs) ;

2° *La petite production marchande* (« à laquelle appartiennent tous les paysans qui vendent du blé ») ;

3° *Le capitalisme privé* (dont la renaissance remonte à la N. E. P.) ;

4° *Le capitalisme d'Etat* (c'est-à-dire le monopole du blé et le recensement de tous les produits que le pouvoir prolétarien s'efforce avec mille difficultés de réaliser) ;

5° *Le socialisme* : sur ce dernier point, Lénine s'exprime avec une grande netteté ; ce n'est — dit-il — qu'une « possibilité juridique » de l'Etat prolétarien. Une possibilité qui n'aurait pu devenir réalité immédiate que si la révolution russe, comme le précisait durement Lénine à Boukharine par ailleurs, avait hérité des résultats historiques d'un « impérialisme intégral », d'un « système dans lequel tout serait soumis au capital financier » et dans lequel « il ne resterait qu'à *supprimer le sommet* et remettre le reste aux mains du prolétariat ».

Ce n'était évidemment pas le cas en Russie et c'est pour cette raison que, dans le tableau de Lénine, la lutte engagée se dé-

roule, non pas entre le capitalisme d'Etat — encore à l'état de tendance et effort de recensement — et le socialisme, pure « possibilité juridique », fondée en politique par la nature du parti au pouvoir, mais non pas en économie où domine la petite production. « C'est au contraire — souligne Lénine — la petite bourgeoisie et le capitalisme privé (c'est-à-dire les formes 2 et 3) qui luttent ensemble, de concert, contre le capitalisme d'Etat et le socialisme. »

L'issue de cette lutte, on peut aujourd'hui en mesurer les résultats au spectacle de l'agriculture russe actuelle qui, loin d'avoir éliminé cette petite production, l'a *éternisée* sous l'apparence faussée « collectiviste » du kolkhoze. Nous examinerons ultérieurement le contenu économique et l'influence sociale d'un type de coopérative qui diffère fort peu de celles qui existent dans les pays capitalistes de l'Ouest. Nous voudrions seulement souligner ici que le parti du prolétariat russe n'a nullement succombé devant l'avènement de « formes nouvelles » que le marxisme « n'aurait pas prévues », devant une colossale termitière de bureaucrates que la classe ouvrière aurait préalablement couvés en son sein. Il a été bel et bien vaincu par ces *conditions historiques et sociales russes* qu'il savait, dès le départ, ne pouvoir maîtriser qu'à l'aide de la révolution communiste européenne.

La plus grave des falsifications stalinienne est d'avoir déclaré que, dans ces *conditions-là*, le socialisme avait été « construit ». Cette forfanterie, Lénine la dénonçait par avance à l'époque de la NEP : « *Bâ* » tir la société communiste par la main des communistes — dit-il — est une idée puérile s'il en fut ; les communistes ne sont qu'une goutte d'eau dans l'océan populaire... ». Il s'agit de le faire — ajoutait-il — « avec les mains d'autrui », c'est-à-dire permettre aux clas-

ses non-prolétariennes de moderniser leur technique de production, de s'assimiler l'usage de machines modernes, en un mot de réaliser les conditions du socialisme et non le socialisme lui-même ; et ces conditions n'ont pas d'autre nom que *capitalisme* !

Le développement du capitalisme c'est l'élimination de la petite production. Les communistes russes s'y essayèrent à la façon communiste, et non pas bourgeoise, c'est-à-dire en sauvegardant l'existence et la capacité de travail du producteur parcelleux tout en l'arrachant à sa dérisoire « propriété » qui est esclavage plus grand encore que la servitude de la glèbe. Ce furent les « communes agraires » où les bolcheviks s'efforcèrent de grouper les paysans sur la base d'une exploitation et d'une répartition collectives, sans propriété individuelle, sans travail salarié... Ils y échouèrent, comme échoua plus tard l'autre voie, celle de Boukharine, fondée sur l'espoir d'un accroissement du capital d'exercice du paysan moyen.

La « solution » qui réussit fut celle de Staline : la collectivisation forcée. La plus effroyable, la plus barbare, la plus réactionnaire qui puisse se concevoir. Effroyable, parce qu'engendrée par des violences quasi-apocalyptiques. La plus barbare, parce qu'accompagnée d'une destruction incalculable de richesses, notamment l'extermination du cheptel, dont 40 ans après la Russie présente souffre encore. La plus réactionnaire parce que stabilisant — à la différence du capitalisme occidental qui l'*élimine* — le petit producteur dans un système déficient au point de vue du rendement, rétrograde au point de vue idéologique. Le kolkhozien qui cumule l'égoïsme traditionnel du rural et la cupidité du travailleur du sol est bien l'image du triomphe de la paysannerie sur le prolétariat que recouvre la vantardise du « socialisme en un seul pays ».

L'impérialisme et les pays sous-développés

Dans la période qui suivit l'abandon par les Européens de leurs possessions coloniales africaines et asiatiques, on parla beaucoup du développement des pays pauvres : grâce à l'« aide » des pays industrialisés, l'énorme écart entre le niveau de développement économique des pays anciennement colonisés et celui des métropoles impérialistes allait progressivement être réduit ! Notre parti dénonça tout de suite ce vieux mensonge, auquel un Sun Yat-sen s'était déjà laissé prendre il y a bien longtemps. Depuis, les Asiatiques et les Africains ont pu doucement comprendre que cette « aide » n'est rien d'autre que le dernier travestissement du colonialisme. Les impérialistes, de leur côté, ne se contentent pas d'opprimer et d'exploiter jusqu'à la moelle les masses des pays semi-coloniaux : ils essaient aussi d'imposer des explications mensongères de leur absence de développement.

L'argument vicieux du « cercle vicieux de la pauvreté »

Bien loin de dériver de l'exploitation impérialiste, la pauvreté, affirme-t-on, s'enfante elle-même : c'est le « cercle vicieux de la pauvreté ». Dans ces pays — affirme cette « théorie » — la capacité d'épargne est faible, précisément parce que le revenu est bas ; et s'il est bas, c'est que la productivité est insuffisante. Pourquoi ? Parce que le capital manque et comme sa rareté dérive de la faible capacité d'épargne, la boucle est bouclée.

En réalité, une « vocation » des pays sous-développés au sous-développement n'existe pas plus qu'elle n'existait au siècle dernier dans les pays européens qui, alors, avait déjà atteint un niveau d'industrialisation comparable à celui du « tiers-monde » d'aujourd'hui. Bien au contraire, la stagnation relative des pays anciennement colonisés est due précisément à l'impérialisme.

La théorie du cercle vicieux du sous-développement n'est pas nouvelle. Les conceptions populistes, bien qu'elles aient été formulées dans un but complètement différent, constituent un précédent historique. Les populistes russes soutenaient en gros qu'en Russie le capitalisme ne pouvait se développer, car les masses s'appauvrirent toujours davantage et en conséquence, le marché se rétrécissait, entraînant l'avortement du capitalisme. Dans divers écrits, Lénine détruisit les bases de cette doctrine. Si nous devons aujourd'hui revenir sur les mêmes arguments, ce n'est certes pas par manie historiographique, mais parce que la bêtise petite-bourgeoise ne se renouvelle guère.

La solution du problème se trouve dans le second livre du *Capital*. Marx y étudie com-

ment la production sociale fournit, d'une part la fraction du produit total destinée à satisfaire les besoins des prolétaires et des capitalistes, et d'autre part la fraction qui constitue les éléments du capital productif. Pour y parvenir, il ne suffit plus de considérer le capital dans ses éléments constitutifs d'un point de vue général, mais il faut analyser la répartition du produit selon sa composition matérielle. Toute la production sociale est ainsi divisée en deux catégories : d'un côté la production des moyens de production (secteur I), c'est-à-dire les marchandises qui doivent être consommées productivement (machines, matières premières, etc.), de l'autre la production des biens de consommation qu'ouvriers et capitalistes consomment individuellement (secteur II) : aliments, vêtements, etc. Or, l'accumulation capitaliste ne s'accompagne pas d'un développement équilibré des deux secteurs, mais entraîne au contraire nécessairement une prédominance de la production des moyens de production sur celle des biens de consommation. Dans les premières phases de l'accumulation capitaliste, ce dernier secteur peut même subir une régression momentanée.

Non seulement, comme l'explique Marx dans le Livre I du *Capital*, l'accumulation capitaliste concentre toujours davantage la richesse à un pôle de la société et « la pauvreté, la souffrance, l'ignorance, l'abrutissement, la dégradation morale et l'esclavage » à l'autre pôle, mais encore, comme cela est illustré par les schémas de la reproduction élargie du Livre II, l'aiguillon du développement capitaliste étant le développement des moyens de produc-

tion, l'écart et le déséquilibre entre le secteur I et le secteur II augmentent continuellement ; les pays sous-développés sont précisément ceux dans lesquels le secteur de la production des biens de consommation reste prédominant.

La croissance capitaliste peut donc coïncider pendant certaines périodes avec une baisse du standard de vie de très larges couches de la population. L'expropriation d'une partie des masses paysannes est une des conditions du développement capitaliste, puisqu'elle fournit la base d'un accroissement de la main-d'œuvre salariée.

En Angleterre par exemple, ce processus de différenciation entre possédants et prolétaires se produisit à l'intérieur même des frontières du pays, entraînant la constitution d'un puissant capitalisme national. Pour les pays coloniaux ou semi-coloniaux, on peut dire qu'au contraire ce même processus chevauche les frontières nationales : le pôle de la misère se localise dans les pays sous-développés, tandis que celui de la richesse se concentre dans les pays colonisateurs. Pour la mythologie économique bourgeoise, tous les pays doivent suivre le même développement, avec un simple décalage dans le temps ; de ce point de vue, la misère résulterait simplement du manque de développement capitaliste au lieu d'être le produit de son développement.

En bref, un tel raisonnement conduit à cette affirmation : en Amérique du Nord et en Europe occidentale, où le capitalisme est très développé, les choses ne vont pas si mal ; par contre, en Inde, où le capitalisme est peu développé, on meurt de faim. La loi de la misère croissante énoncée par Marx (et qui n'a rien à voir, soit dit en passant, avec la soi-disant loi de paupérisation « absolue » inventée par le pauvre Staline !) serait donc démentie par les faits. En réalité, on a là un exemple typique de raisonnement anti-dialectique qui divise en compartiments étanches un phénomène général, compréhensible seulement à l'échelle mondiale. C'est le développement du capitalisme en Angleterre qui a créé la famine aux Indes. Considérer les pays sous-développés comme extérieurs au capitalisme (ainsi que le suggère le terme de « tiers-monde », que nous n'employons quant à nous que pour des raisons de commodité), est à tout le moins une naïveté. Ces pays ont déjà subi tous les maux du capitalisme ; d'un certain point de vue, ils ont même déjà subi le développement capitaliste, mais

seul le pôle de la pauvreté, de la souffrance et de l'ignorance se trouve chez eux, celui de la richesse se trouvant dans les métropoles impérialistes.

Dans certains de ces pays, la prolétarianisation est très forte, et l'Etat (auquel ce serait faire trop d'honneur que de l'appeler « comité d'affaires de la bourgeoisie », la bourgeoisie locale

étant elle aussi... sous-développée) se contente de jouer le rôle de chef de gang en vendant en gros la force de travail de ses propres citoyens. L'émigration de centaines de milliers de prolétaires est en effet souvent la seule solution que ces sous-Etats puissent offrir à ceux qu'ils ont... libérés du colonialisme !

L'écart se creuse entre pays impérialistes et pays sous-développés

Bien peu de progrès peuvent être obtenus sur place : pour pouvoir développer une industrie locale qui ne soit pas un simple appendice de celle des métropoles, il faudrait en effet pouvoir la protéger de la concurrence ; or, les accords entre les ex-colonies et les pays impérialistes prévoient toujours une liberté du commerce qui se traduit invariablement par la ruine de toute industrie indépendante dans les pays sous-développés. Les clauses financières de ces accords ne sont pas moins graves : les anciennes colonies de la France et de l'Angleterre, par exemple, font respectivement partie de la zone franc et de la zone sterling ; leurs monnaies sont donc liées à celles des métropoles et leurs banques se voient dicter une politique déflationniste qui retarde le développement industriel. Enfin, le marché mondial fait valoir ses lois au détriment des producteurs de matières premières.

Un journal d'information écrivait récemment : « Le taux moyen de croissance du produit national brut (production totale de biens et services) dans les pays peu développés durant la période 1960-67, a été de 5 % par an. Une vingtaine de ces pays a même atteint des taux annuels supérieurs à 6 %. Si ce taux se maintenait pendant 60 ou 70 ans, le produit par habitant serait quadruplé. Mais pendant la même période, les pays industrialisés auront accompli des pas de géant et l'écart entre riches et pauvres sera encore plus profond. »

Ce fait est facile à expliquer. Le taux annuel moyen d'augmentation du produit national brut a été, dans la période 1960-67, de 4,6 % pour les pays industrialisés. Ce groupe de pays comprend évidemment les grands pays impérialistes d'occident et d'orient : les U.S.A. et l'U.R.S.S., ainsi que l'Allemagne fédérale, l'Angleterre, la France, le Japon et l'Italie. Face à eux, les pays en voie de développement ont enregistré un taux d'augmentation moyen pour la même période de 5 % (4 % pour l'Afrique ; 4,1 % pour l'Asie méridionale ; 4,5 % pour l'Amérique latine ; 5,6 % pour l'Asie orientale et 7 % pour l'Europe méridionale et le Moyen-Orient). On voit donc que les taux d'augmentation sont en gros les mêmes pour les pays développés et les pays sous-développés (selon une autre source, l'« Annuaire statistique de l'ONU », c'est même les pays développés qui progressent le plus vite : ils sont passés de l'indice 87 en 1960 — base 100 en 1963 — à l'indice 122 en 1967, tandis que les pays sous-développés passaient dans la même période de l'indice 88 à l'indice 121).

Mais, c'est le point essentiel, ces taux à peu près identiques s'appliquent à des masses de produits évidemment très différentes selon que l'on considère les pays industrialisés ou les pays peu développés. L'ONU a calculé pour l'année 1963 la répartition entre les différentes zones du produit mondial : 83,7 % du produit total appartient aux pays développés contre 16,3 % aux pays sous-développés. Encore faut-il ajouter que l'ONU exclut de ce total la production des pays de l'Europe de l'Est, qu'elle baptise « socialistes » mais que l'on doit compter dans les pays capitalistes développés. Quelques calculs simples permettent d'aboutir à cette conclusion : en 1963, les pays capitalistes développés (URSS comprise, comme il est normal) produisaient 88 % du

produit mondial, contre 12 % aux pays sous-développés. Si l'on représente le produit mondial par 100 en 1963, la part des pays développés était donc de 88 et celle des pays sous-développés de 12 (tandis que la population des pays sous-développés représentait en gros 70 % de la population mondiale) : l'écart était donc de 76.

De 1963 à 1967, toujours selon l'ONU, le produit des pays développés a augmenté de 22 % et passe donc de 88 à 107 ; le produit des pays sous-développés a de son côté augmenté de 21 % et passe donc de 12 à 14,5. L'écart entre les deux groupes de pays est donc passé de 76 en 1963 à 92,5 en 1967 ! Le phénomène ne changera pas de sens si les pays sous-développés progressaient plus vite que les pays développés : un calcul simple permet en effet de constater qu'il faudrait que le taux moyen d'augmentation de la production dans les pays sous-développés soit 7,4 fois plus grand que dans les pays développés pour que l'écart entre les deux groupes de pays reste simplement constant, et encore sans tenir compte de la population, c'est-à-dire en considérant le produit brut et non le produit par habitant. Autrement dit, il faudrait que la progression des pays sous-développés soit de 7,4 lorsque celle des pays développés est de 1 % et de 37 % (taux énorme, évidemment hors de portée), lorsque celle de ces derniers est de 5 %, comme c'est réellement le cas en moyenne !

Et l'« aide aux pays sous-développés » ? La seule qui soit accordée avec largesse est l'aide militaire (celle-là aussi, du reste, aide davantage celui qui la donne que celui qui la reçoit). Les pays européens, les USA et l'URSS vendent à qui mieux mieux aux pays sous-développés, non seulement les armes périmees dont ils n'ont plus l'emploi, mais aussi les plus modernes véhicules de mort.

Après cela, les journaux à la solde des impérialistes peuvent bien continuer à débâter sur la « xénophobie des indigènes ». Quel scandale ! Les jeunes Indiens, oublieux des « valeurs culturelles » de la grande Angleterre, recouvrent de goudron les inscriptions en anglais ! Mais le refus de la culture occidentale par les peuples opprimés laisse espérer un refus plus important : celui de la « civilisation » capitaliste. Du monde de la bourgeoisie corrompue et dégénérée, les peuples du « tiers-monde » n'ont rien à apprendre. Seul le marxisme, qui prévoit l'écroulement de la misérable civilisation capitaliste, peut leur être utile.

Les lecteurs d'AIX-EN-PROVENCE, ANGERS, ARLES, BORDEAUX, BOURG-EN-BRESSE, CAEN, LE HAYRE, LE MANS, LES MUREAUX, LYON, MACON, MARSEILLE, NANTES, PARIS, ROUEN, SAINT-ETIENNE, TOULON, désirent prendre contact avec nos militants, peuvent le faire en écrivant au « PROLETAIRE », B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT, qui transmettra.

Pour PARIS et MARSEILLE, voir en outre les dates et lieux de nos permanences.

Directeur-Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP. »
1, 3 et 5, boulevard Schœlcher
MARSEILLE (X^{III})

Distribué par les N. M. P. P.

RÉCEPTION A L'ÉLYSÉE

(Suite de la 1^{re} page)

participation des communistes aux élections. Il veut donc la peine de comparer ce que font réellement les élus du P. C. F. aujourd'hui avec les directives de l'Internationale : « Les parlements bourgeois, qui constituent un des principaux engrenages de la machine d'Etat de la bourgeoisie, ne peuvent pas plus être conquis par le prolétariat que l'Etat bourgeois en général. La tâche du prolétariat est de faire sauter la machine d'Etat de la bourgeoisie, de la détruire, y compris les institutions parlementaires... Il en est de même des institutions municipales de la bourgeoisie, qu'il est théoriquement faux d'opposer aux organes de l'Etat central... Le communisme se refuse donc à voir dans le parlementarisme une des formes de la société future ; il se refuse à y voir la forme de la dictature de classe du prolétariat ; il nie la possibilité de la conquête durable des Parlements. Il ne peut dès lors être question de l'utilisation de ces institutions de l'Etat bourgeois qu'en vue de leur destruction. C'est en ce sens et uniquement dans ce sens que la question peut être posée. Le Parti communiste n'entre pas au Parlement pour se livrer à une acti-

» vité organique, mais pour aider les masses, de l'intérieur du parlement, à détruire par leur action propre la machine d'Etat de la bourgeoisie et le parlementarisme lui-même. » (Thèses du II^e Congrès de l'I. C.).

En bref, les élus du P. C. F. proclament qu'ils veulent être de bons petits députés, remplissant au mieux leur tâche de parlementaires bourgeois, jusque et y compris, à défaut « d'inaugurer les chrysanthèmes », la figuration intelligente (si l'on ose dire) dans les réceptions rassemblant le gratin des hautes sphères de l'Etat, les meilleurs représentants de la classe ennemie. Les véritables communistes, eux, même quand ils commettaient l'erreur de croire qu'il était possible d'utiliser à nos fins le Parlement bourgeois, se donnaient pour tâche de SABOTER l'action parlementaire, dont le rôle réel dans la gestion des affaires de la bourgeoisie est de plus en plus négligeable, mais qui reste, encore et toujours, un instrument efficace de duperie de la classe exploitée.

Mais il y a pire encore, si c'est possible. Prié d'expliquer pourquoi les élus du P. C. F. qui, depuis 1962, n'honoraient plus de leur présence décorative les réceptions élyséennes, ont décidé soudain de s'empiffrer à nouveau

en si belle compagnie, M. Ballanger a eu cette réponse mémorable : « Nous avons décidé d'accepter l'invitation de M. Pompidou pour dépolitiser nos rapports avec le chef de l'Etat et respecter la tradition. »

Qu'est-ce que cela veut dire ? Tout simplement ceci. Messieurs les élus « communistes » n'aimaient pas M. de Gaulle (son nez, sa taille, ou dieu sait quoi), mais ils ont le plus profond respect pour les institutions, pour l'Etat et donc pour son chef. Quoi de plus puant qu'une telle attitude ? Ce n'est pas une haine personnelle contre la marionnette que la basse politiciaille a placée à la tête de l'Etat de la classe ennemie, qu'éprouvent les communistes. Leur but, ce n'est pas de changer de marionnette, c'est-à-dire de président ou de gouvernement, mais de renverser l'Etat lui-même. Cet Etat qui n'est pas l'arbitre impartial planant au-dessus des classes que respecte la tradition devant laquelle s'incline le P. C. F., mais ce corps d'hommes d'Etat, de parlementaires, de flics, de militaires et de magistrats dont la seule fonction est de défendre, par tous les moyens, pacifiques ou violents selon les nécessités, l'ordre de la société capitaliste, c'est-à-dire la bonne marche de l'exploitation du prolétariat.

Où est le fascisme ?

(Suite de la 1^{re} page)

sillés pour la « démocratie » et grâce même à l'utilisation électorale des victimes du fascisme elles-mêmes, c'était bel et bien ce dernier — comme forme d'organisation du capitalisme moderne — qui avait gagné la guerre.

Estompé par le replâtrage — nécessaire à la conservation sociale mais éphémère — de la façade démocratique petite-bourgeoise, le contenu idéologique et social du fascisme ne devait pas tarder à réapparaître dès les premières manifestations des convulsions internationales d'après guerre. Il appartenait au pays démocratique par excellence, à la IV^e en date des Républiques du capitalisme français, d'en faire la preuve avec la guerre d'Algérie, durant laquelle ratonnades, putschs et complots outre-Méditerranée s'accompagnèrent en métropole de symptômes indiscutables de racisme. Sans ce précédent barbare, susceptible, selon l'avis d'un démocrate pur-sang, de « marquer de façon indélébile la jeunesse de notre pays », on ne comprendrait pas que, dix ans à peine après la fin de cette guerre, les tortionnaires d'hier, protégés par la loi d'amnistie, puissent insulter la mémoire de leurs victimes ! Le « prestige national », en l'occurrence, c'est d'avoir révélé la fertilité, en terre « démocratique », de ces graines de fascisme social, avant même que soit réalisé le contenu économique de ce même fascisme.

Que cette mise en condition idéologique ait allègrement survécu au calme social des années fastes de productivisme triomphant, lors de la reconversion économique du capitalisme français, c'est ce que nous pouvons à loisir vérifier aujourd'hui. Avec l'éclatement de mai-juin 1968, c'en était fini des grèves respectueuses et des « luttes » s'achevant en lâchers de ballons : une formidable secousse tirait le prolétariat français de trente ans de léthargie et d'humiliation sociale. Mais c'en était fini aussi des « garanties démocratiques » et des « droits imprescriptibles du citoyen » restaurés à grand peine à la Libération, sur les ruines du régime vichyssois. Des répressions et de l'arbitraire, ces deux dernières années, des morts de Montbéliard et de Meulan jusqu'à l'allongement de la garde à vue et à la vente d'un journal autorisé considéré comme un délit, on ne saurait dire que la démocratie française ne nous a pas suffisamment abreuvés !

Certes, le philistin se rassure : cette répression est peu de chose comparée aux holocaustes sanglants du vrai fascisme. Quant à l'opinion publique — cette pauvre respectueuse numéro 1 — elle se berce de l'idée que ces répressions garantissent sa tranquillité. Mais ce « peu de chose », si l'on considère qu'il est déclenché sans l'ombre d'un soupçon de menace révolutionnaire en dit long, d'une part sur les aptitudes répressives de l'Etat bourgeois moderne, d'autre part sur la mentalité moyenne, fort capable, lorsque la crise prendra forme, d'en rendre responsable le seul prolétariat.

Que notre douce France impérialiste joue des méthodes fascistes sans fascisme réel, que son gouvernement, avec l'acquiescement tacite d'une cohue de bien-pensants, décrète une sorte de « responsabilité collective » utilisable, demain, contre toute manifestation ouvrière (de seul fait eût fait hurler hier un simple démocrate, mais le démocrate ne hurle qu'à contre-temps), voilà qui confirme une thèse que nous avons formulée il y a trente ans : l'Etat démocratique de la phase impérialiste est totalitaire, et que nous pouvons compléter ainsi : l'Etat républicain français transpire le fascisme !

Nous disions hier que la guerre « antifasciste » avait sauvé l'Etat bourgeois — démocratique ou non — de toute menace révolutionnaire du prolétariat. Nous sommes aujourd'hui en droit d'ajouter : la meilleure semence du fascisme ce sont les antifascistes qui l'ont semée.

D'où vient donc cette hostilité haineuse du militant du P. C. F., patriote et social-démocrate, à l'égard de jeunes chevelus qui ont « profané » la tombe du soldat inconnu ? Comment expliquer la colère des travailleurs authentiques face au vandalisme des « casseurs » que pourfend Chaban-Delmas ? Pourquoi ce crétinisme parlementaire qui préfère renoncer à une manifestation ouvrière traditionnelle plutôt que de « faire perdre des voix » à la coalition des « forces de gauche » ?

C'est dans la réponse à ces questions que se trouve l'explication de ce que nous avons appelé le « fascisme passif ». De la psychologie, du comportement de la classe ouvrière — et en définitive de la psychologie et du comportement qui régissent dans la société en une époque donnée — c'est le parti de la classe ouvrière, ou qui se dit tel, qui est le principal responsable.

Le P.C.F. actuel s'affirme défenseur de l'ordre, en prenant explicitement ce terme dans son acception bourgeoise et mystificatrice de discipline sociale générale. Il dissimule donc que cet ordre est fondé sur l'exploitation de classe et que le défendre, c'est défendre cette exploitation. Il dénature la fonction de l'Etat de classe en le considérant comme un arbitre des conflits sociaux ; à cet organe exclusivement répressif, il laisse donc les mains libres pour toute répression. Il reprend à son compte les valeurs bourgeoises trempées dans plus d'un siècle de sang prolétarien ; il valorise donc les concepts de « peuple », « nation », qui ont été les leitmotivs du fascisme. Thorez célébrait Jeanne d'Arc, Duclos « réconcilie » la Marseillaise et l'Internationale, le drapeau rouge et le tricolore. Le fascisme prétendait possible une unité au-dessus des classes ; les dirigeants du P. C. F. et de la C. G. T. disent que l'intérêt des ouvriers est aussi l'intérêt national. Le fascisme était par essence belliqueux ; Thorez, à la Libération, disait qu'il n'y a pas de grand pays sans une forte armée !

Le P. C. F. a opéré dans la classe ouvrière une véritable transfusion de sang social. La

démocratie à la place de la révolution, la défense du lopin de terre au lieu du communisme ennemi de toute propriété, la hiérarchie professionnelle et sociale au lieu de l'unification des exploités, le prestige national et non pas l'internationalisme, les ronds-de-jambes devant les ministres et non le poing fermé en direction de l'ennemi de classe. Ce parti « communiste », issu d'une mauvaise scission dans le parti le plus corrompu de la seconde Internationale, est devenu un parti de classes autres que le prolétariat, un parti du peuple, de cette masse informe de catégories moyennes sans courage et sans perspective, base sociale de recrutement du fascisme première édition.

Quand ce parti voit dans les maotistes des fascistes, nous lui répondons que, quoi qu'il en soit, il insulte ses propres enfants. Le culte servile de la personnalité, l'action sans principe, la politique sans programme, la violence sans but et sans discernement, c'est à l'école du stalinisme que les maotistes l'ont appris. Même leur tentative forcée de mobilisation du lumpen-prolétariat à l'écart du reste de la classe ouvrière, c'est dans l'histoire de la III^e Internationale dégénérée, dans la politique du P. C. allemand, qui mobilisait les chômeurs contre les ouvriers social-démocrates et leurs syndicats, qu'ils en ont trouvé l'exemple historique. Dans la situation actuelle il n'existe pas un seul type d'opportunisme qui n'ait été, d'abord, le fait du P. C. F. de jadis !

C'est seulement à la condition d'extirper de ses rangs cette « école » politique capable de toutes les trahisons, à la condition de biffer de son programme cette frauduleuse « défense des libertés » qui s'accommode de toutes les répressions, que la classe ouvrière pourra, non seulement défendre efficacement ses conditions immédiates de vie, mais épargner à l'humanité les fléaux qui, sous le drapeau du fascisme ou de la démocratie, sont les produits directs et inévitables du mode de production capitaliste.

La vérité d'aujourd'hui dite par les communistes d'hier

« Le réformisme consiste essentiellement à nier la révolution. Une transformation lente, graduelle de l'organisme social et du gouvernement, au moyen de réformes sociales, doit élever sans secousses la société au plus haut degré de culture et de bien-être. La révolution, selon cette doctrine, serait donc un bouleversement du processus de production, une déperdition de forces dans la guerre civile et un affaiblissement de l'organisme national devant les ennemis de l'extérieur. Le problème serait donc de trouver et de bien marquer les intérêts communs au capital et au travail, et de réaliser une transformation pacifique en se basant sur la communauté d'intérêts de toutes les classes de la population. Telle est la théorie du réformisme » (...)

« Si l'on suit attentivement l'histoire des luttes de classe de ces trois ou quatre dernières années on verra que les plus importantes manifestations ouvrières ont été en définitive brisées par les ouvriers eux-mêmes que représentaient des syndicats et des partis réformistes ».

« Comment expliquer ce fait réellement monstrueux du point de vue de notre classe ? Comment expliquer cette trahison de l'ouvrier envers l'ouvrier, et cette alliance d'une partie de la classe ouvrière avec la bourgeoisie contre une autre partie de la classe ouvrière ? La trahison des chefs est-elle une explication suffisante ? Ce serait accorder une valeur trop grande à ces chefs si nous pensions que l'issue des luttes de classes pendant ces dernières années n'a dépendu que d'eux. Non, les chefs réformistes ne font que refléter et déterminer en ses formes le pouvoir de la bourgeoisie sur le prolétariat. Le prolétariat n'est pas seulement la classe de l'avenir, il est aussi la classe essentielle du présent capitaliste. C'est sur ses os, c'est avec son sang qu'a été bâti l'édifice grandiose de l'industrie capitaliste. Unique créateur de valeurs, le prolétariat voit l'incarnation de son travail dans la croissance de l'industrie nationale. Le développement et la croissance de l'industrie donneront la possibi-

lité de relever les salaires et d'améliorer les conditions de travail ».

« Dans l'esprit des larges masses, la prospérité et l'épanouissement de l'industrie sont associés intimement avec les intérêts du travail. L'école, la littérature et la presse bourgeoise servent à former ces sentiments : on en vient ainsi à préférer patriotiquement les capitalistes de son pays à ceux de l'étranger ; la lutte pour le marché international prend le caractère d'une lutte pour la civilisation et la culture. Les intérêts d'aujourd'hui priment ceux de demain. De là vient aussi la méfiance, de là tous les soupçons à l'égard des transformations brusques, des révolutions ».

« L'ouvrier moyen, éduqué par la presse bourgeoise et tout pénétré de préjugés bourgeois, craint la révolution parce qu'elle dérangera sa vie normale. La révolution, c'est l'inconnu, c'est l'incertain. La victoire n'est point garantie d'avance et l'on risque de perdre sa tranquillité. Les cerveaux de millions d'ouvriers se trouvent entièrement au pouvoir des idées bourgeoises. Si l'on donne une forme concrète à toutes ces appréhensions, si l'on cherche le fondement théorique qui permet de préférer les intérêts d'aujourd'hui à tous les autres, si l'on cherche la formule de cette liaison historique et temporaire de la classe ouvrière avec le capitalisme, on arrive aux théories et à la pratique du réformisme qui, malgré des différences très marquées en divers pays, a toujours et partout un caractère commun : il préfère la réaction sociale à la révolution sociale ».

« Le réformisme est la philosophie du conservatisme ouvrier et il est parfaitement naturel que le réformisme national ait déclaré une guerre sans merci à la révolution sociale... Le rôle des chefs réformistes, dans la lutte contre le mouvement révolutionnaire et dans la conservation des bases de la société contemporaine, a été reconnu des plus effectifs par les représentants responsables de la bourgeoisie internationale ».

De qui cette analyse lucide de la corruption idéologique du prolétariat moderne ? De qui ces accusations qui, sans en changer une virgule, s'appliquent comme des gants à ceux qui, aujourd'hui, croient en la « transformation lente, graduelle » vers le « plus haut degré de culture, de bien-être » et qui disent aux ouvriers que la révolution c'est l'aventure, « l'inconnu, l'incertain » ?

D'un communiste de l'époque où il n'y avait que de vrais communistes. De Lozovsky, représentant de l'Internationale syndicale rouge ; le passage est tiré de son discours au Congrès constitutif de la C. G. T. U. à Saint-Etienne, en 1922.

Qu'est-ce que l'internationalisme ?

On lit de temps à autre dans la presse opportuniste, dont l'« Humanité » est le plus beau fleuron, de belles envolées lyriques sur... l'internationalisme prolétarien. Ces messieurs du P.C.F. se targuent d'être des internationalistes et d'en donner de belles preuves en établissant tout un programme d'action démocratico-national-chauvine... à l'échelle internationale. Il est clair que la révolution prolétarienne est depuis longtemps bannie des préoccupations de ces gens-là, mais il est fondamental de rappeler ce qu'est réellement l'internationalisme prolétarien que l'opportunisme trahit journellement en falsifiant les positions les plus claires, les plus tranchantes.

En 1918, Lénine analysait les positions de Kautsky, en tous points identiques à celles des opportunistes d'aujourd'hui : « Ainsin si donc, l'internationalisme de Kautsky consiste en ceci : au point de vue politique c'est substituer le nationalisme petit-bourgeois à l'internationalisme et passer au réformisme, c'est renoncer à la révolution. Reconnaître la "défense de la patrie" c'est, du point de vue du prolétariat, justifier la guerre actuelle, en reconnaître la légitimité. C'est en fait soutenir la bourgeoisie impérialiste, exploiteuse, c'est trahir le socialisme... » (On reconnaît au passage dans la position de Kautsky, le bellicisme du P.C.F. et de ses partis-frères dans la guerre impérialiste de 1939-45, sa participation à la Résistance patriotique, son appui à l'un des blocs impérialistes constitué autour de l'impérialisme dominant, celui des U.S.A.).

« Le prolétariat lutte pour le renversement révolutionnaire de la bourgeoisie impérialiste ; la petite-bourgeoisie pour le "perfectionnement" réformiste de l'impérialisme, pour s'y adapter, en se subordonnant à lui. Les Kautsky, Longuet, Turati et Cie raisonnent ainsi : le socialisme implique l'égalité et la liberté des nations, leur droit de disposer d'elles-mêmes ; par conséquent,

lorsque notre pays est attaqué ou que les troupes ennemies ont envahi notre sol, les socialistes ont le droit et le devoir de défendre la patrie. Mais ce raisonnement est, au point de vue théorique, une insulte flagrante au socialisme, ou encore une manœuvre frauduleuse ; au point de vue politique et pratique, ce raisonnement coïncide avec celui d'un Jacques Bonhomme ignare, incapable même de réfléchir au caractère social, au caractère de classe de la guerre, et aux tâches d'un parti révolutionnaire pendant une guerre réactionnaire.

« Lorsqu'un Allemand ou un Français dit : « J'ai le droit et le devoir, comme socialiste, de défendre la patrie si l'ennemi envahit mon pays », ce n'est pas là le raisonnement d'un socialiste, ni d'un internationaliste, ni d'un prolétaire révolutionnaire, mais d'un nationaliste petit-bourgeois. Car dans ce raisonnement disparaît la lutte de classe révolutionnaire de l'ouvrier contre le capital, l'appréciation de la guerre dans son ensemble, du point de vue de la bourgeoisie mondiale et du prolétariat mondial, c'est-à-dire que disparaît l'internationalisme et qu'il n'y reste qu'un nationalisme rabougri, honteux. On outrage mon pays, le reste ne me regarde pas : voilà à quoi

se réduit ce raisonnement, et ce qui fait son étroitesse nationaliste petite-bourgeoise.

« Le Français, l'Allemand ou l'Italien qui dit : le socialisme est contre la violence entre les nations et c'est pourquoi je me défends quand l'ennemi a envahi mon pays, trahit le socialisme et l'internationalisme. Car cet homme-là voit uniquement "son" pays, il met "sa" bourgeoisie au-dessus de tout, sans songer aux liaisons internationales qui rendent la guerre impérialiste et font de sa bourgeoisie un maillon de la chaîne de brigandages impérialistes.

« Le socialiste, le prolétaire révolutionnaire, l'internationaliste raisonne différemment. Le caractère d'une guerre (réactionnaire ou révolutionnaire) ne dépend pas de la question de savoir qui a attaqué ni en quel pays se trouve l'ennemi, mais de ceci : quelle classe mène cette guerre, quelle est la politique dont la guerre est le prolongement ? si la guerre est impérialiste... toute bourgeoisie (même celle d'un petit pays) devient complice de cette spoliation, et mon devoir, devoir de représentant du prolétariat révolutionnaire, est de préparer la révolution prolétarienne mondiale, seul moyen de salut contre les horreurs de la tuerie mondiale.

« Voilà l'ABC que le renégat Kautsky a "oublié". » (Lénine, La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky).

Cet ABC, il y a longtemps que l'opportunisme du P. C. F. l'a « oublié » et trahit, car s'il élève des statues ou ouvre des musées à Lénine, c'est bien de Kautsky qu'il est l'héritier spirituel.

Correspondance :
« le prolétaire »
B.P. 375, MARSEILLE-Colbert

Versements :
« le prolétaire »
C. C. P. 2202-22, MARSEILLE

Abonnements :
« le prolétaire »
1 an : 10 F (100 FB)
6 mois : 5 F (50 FB)
(pli fermé : 15 et 7,50 F)
« programme communiste »
1 an : 15 F (150 FB)
« programme communiste »
et « le prolétaire »
1 an : 25 F (250 FB)

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1970

Liste N° 4

Piccino, 100 ; Magali, 10 ; François, 1 ; Jean, 15,50 ; Benamar, 10 ; Roland salue les camarades, 200 ; François, 70 ; S., 70 ; Soutien Serge, 5 ; Christian, 22 ; Hors du Troupeau, 5 ; Paris, Février, 954 ; Gino, soutien, 75 ; Rosa, 20 ; Réunion générale de Lyon, 1,675 ; Anne-Marie, soutien, 5 ; Robert, soutien, 5 ; Paris, Mars, 684,61 ; A. et M., 40 ; Emile, 140 ; Lucien, 30 ; Piccino, 50.

Total liste n° 4... 4.187,71 F

Total précédent... 3.042,95 F

Total général... 7.230,66 F